



N° 13-010-XIF au catalogue

Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens



Deuxième trimestre de 2002



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est gratuit sur Internet. Les utilisateurs sont priés de se rendre à <http://www.statcan.ca/francais/IPS/Data/13-010-XIF.htm>.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

À propos de cette publication

La présente publication donne un aperçu de la situation économique déclarée dans les comptes nationaux du Canada pour le dernier trimestre. L'aperçu couvre trois grands secteurs : (1) les comptes économiques et financiers nationaux, (2) la balance des paiements internationaux du Canada et (3) le produit intérieur brut par industrie.

Les tendances trimestrielles observées dans les principaux agrégats qui comprennent le produit intérieur brut, en termes de revenus et de dépenses, les prix et le financement de l'activité économique sont examinées. Les opérations trimestrielles entre le Canada et les non-résidents relativement au commerce international, aux flux des revenus de placement, aux transferts, aux investissements internationaux et aux activités financières du Canada sont résumées dans la publication. Le produit intérieur brut est présenté par branche d'activité tant pour le dernier mois du trimestre que pour l'ensemble du trimestre.

Des graphiques et des tableaux statistiques détaillés viennent enrichir l'aperçu. Certains numéros présentent également des articles plus techniques expliquant la méthodologie des comptes nationaux ou analysant des aspects particuliers de l'économie.

Cette publication présente les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant sa parution, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (11-001F) sous les titres « Comptes économiques et financiers nationaux », « Balance des paiements internationaux du Canada » et « Produit intérieur brut par industrie ».



Statistique Canada
Système canadien de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens

Deuxième trimestre de 2002

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2002

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Août 2002

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 1, n°1

Périodicité : trimestrielle

ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
P	préliminaire
r	rectifié
X	confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié

Produits et services connexes

Comptes économiques et financiers nationaux

Tableaux CANSIM 380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0057, 380-0058, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013 et 384-0036.

Publication

Comptes nationaux des revenus et dépenses: estimations trimestrielles 13-001-XIB, 33 \$/109 \$; 13-001-XPB, 44 \$/145 \$.

Tableaux et documents analytiques

Comptes des revenus et dépenses 13-001-PPB, 50 \$/180 \$.

Comptes des flux financiers 13-014-PPB, 50 \$/180 \$

Estimations du revenu du travail 13F0016XPB, 20 \$/65 \$.

Diskettes 13-001-DDB, 125 \$/500 \$; 13-014-DDB, 300 \$/1,200 \$; 13F0016DDB, 125 \$/500 \$; 13-014-XDB, 60 \$/240 \$; 13-001-XDB, 25 \$/100 \$; 13F0016XDB, 25 \$/100 \$.

Balance des paiements internationaux du Canada

Tableaux CANSIM 376-0001 à 376-0017 et 376-0035.

Publication

Balance des paiements internationaux du Canada 67-001-XIB, 29 \$/93 \$; 67-001-XPB, 38 \$/124 \$.

Produit intérieur brut par industrie

Tableaux CANSIM 379-0017 à 379-0022.

Publication

Produit intérieur brut par industrie 15-001-XIE, 11 \$/110 \$.

Pour plus de renseignements

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données contactez notre agent d'information au (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Table des matières

	Page
Aperçu	5
Comptes économiques et financiers nationaux	7
Balance des paiements internationaux du Canada	14
Produit intérieur brut par industrie	20

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Aperçu

Deuxième trimestre de 2002

Le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 1,1 % au deuxième trimestre, stimulé par la demande intérieure et l'accumulation des stocks. L'excédent du compte courant du Canada par rapport au reste du monde a diminué légèrement, mais il demeure élevé, à 4,9 milliards de dollars. La croissance du PIB a ralenti vers la fin du trimestre, le PIB n'augmentant que légèrement en juin.

La croissance du PIB au deuxième trimestre s'est établie à 1,1 %, un taux égal à la moyenne enregistrée au cours des deux trimestres précédents, bien supérieur aux résultats peu reluisants des trois premiers trimestres de 2001. La demande intérieure finale a augmenté de 0,9 %, au même rythme qu'au premier trimestre. La demande intérieure a été alimentée par les dépenses vigoureuses des consommateurs au chapitre des services, ainsi que par une reprise de l'investissement des entreprises en machines et matériel, qui a plus que compensé un repli de l'investissement en logements.

Les fabricants, les grossistes et les détaillants ont commencé à regarnir leurs stocks après les avoir liquidés pendant trois trimestres. Les bénéfices des sociétés ont poursuivi leur remontée, après avoir chuté en 2001, et des gains appréciables au chapitre de l'emploi ont eu un effet à la hausse sur le revenu du travail. Les importations ont connu une hausse marquée pour répondre à la demande intérieure et regarnir les stocks.

Même si l'excédent du compte courant a diminué au deuxième trimestre, il est demeuré au dessus de 4,0 milliards de dollars pour le dixième trimestre consécutif, un niveau jamais atteint avant 2000. L'excédent plus faible a été à la fois le résultat de la diminution de l'excédent au chapitre des biens et du déficit au chapitre des revenus de placements, ainsi que de l'élargissement du déficit au chapitre des voyages.

En ce qui a trait au compte financier de la balance des paiements, l'acquisition d'entreprises étrangères a poussé les investissements directs canadiens à l'étranger, tandis que les placements en actions étrangères se sont poursuivis à un rythme beaucoup plus lent. Les investissements directs étrangers dans l'économie canadienne ont connu une baisse marquée, tandis que les investissements de portefeuille ont été stimulés par des achats presque record de nouvelles actions lancées par des entreprises canadiennes aux États-Unis.

Au deuxième trimestre, le PIB s'est raffermi pour l'ensemble des branches d'activité. Le secteur de la construction et les secteurs en amont ont tous progressé. Les fabricants d'automobiles ont accéléré leur production, afin de répondre à la demande à l'exportation et de réapprovisionner les détaillants. L'élimination des droits sur le bois d'œuvre pendant quatre semaines au cours du trimestre a eu un effet à la hausse sur les secteurs de la foresterie et des produits du bois. Les gains dans le secteur de la fabrication ont eu des retombées positives pour l'énergie, le transport et le commerce de gros.

L'économie s'est essoufflée vers la fin du trimestre, après un départ vigoureux. Le PIB a augmenté légèrement de 0,1 % en juin, dans la même proportion qu'en mai, après une hausse notable de 0,8 % en avril. L'augmentation du PIB en juin a représenté la neuvième hausse mensuelle consécutive depuis le recul enregistré en septembre 2001.

Indicateurs principaux des comptes économiques canadiens

	Deuxième trimestre 2001	Deuxième trimestre 2002	Deuxième trimestre 2001 au troisième trimestre 2001	Troisième trimestre 2001 au quatrième trimestre 2001	Quatrième trimestre 2001 au premier trimestre 2002	Premier trimestre 2002 au deuxième trimestre 2002
	données désaisonnalisées au taux annuel					
Comptes économiques et financiers nationaux	millions de \$ aux prix courants		variation trimestrielle en %			
Rémunération des salariés	567 676	590 528	0,1	1,0	1,6	1,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	127 196	124 252	-12,4	-9,2	11,7	9,8
Revenu personnel disponible	660 572	695 596	0,8	1,3	1,7	1,5
Taux d'épargne personnelle ¹	3,7	5,3	...	...	...	...
	millions de \$ enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles	579 317	593 119	-0,1	1,0	0,7	0,7
Formation brute de capital fixe des entreprises	183 005	187 277	2,1	-3,7	2,1	1,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 026 454	1 059 412	-0,1	0,7	1,5	1,1
	millions de \$ aux prix de 1997					
Industries productrices de biens	300 978	304 479	-1,7	-0,8	2,0	1,7
Industries productrices de services	639 240	661 629	0,5	1,0	1,1	0,9
Production industrielle	229 505	231 715	-2,0	-1,1	2,4	1,7
Fabrication de biens non durables	67 129	68 972	-1,0	0,2	1,3	2,3
Fabrication de biens durables	97 075	98 181	-2,3	-2,2	3,5	2,3
Secteur des technologies de l'information et des communications (TIC)	60 099	60 694	-1,5	-1,4	2,3	1,6
	millions de \$ aux prix courants					
Balance des paiements	données désaisonnalisées aux taux trimestriels		variation réelle			
Compte courant - solde	8 180	4 903	- 3 788	36	862	- 387
Biens et services - solde	14 596	11 829	- 3 907	570	1 062	- 492
Biens - solde	16 811	13 708	- 4 024	168	963	- 210
Services - solde	- 2 215	- 1 879	117	402	99	- 282
Revenus de placements - solde	- 6 797	- 7 223	- 32	- 554	- 68	228
Transferts courants - solde	381	297	151	19	- 131	- 123
	non désaisonnalisées					
Compte financier - flux nets	- 13 885	- 261	...	...	...	...
Actif du Canada - flux nets	- 30 698	- 11 782	...	...	...	...
Passif du Canada - flux nets	16 813	11 521	...	...	...	...

¹ taux actuel

... n'ayant pas lieu de figurer

Comptes économiques et financiers nationaux

Deuxième trimestre de 2002

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 1,1 % au deuxième trimestre, stimulé par la vigueur soutenue des dépenses des consommateurs, une reprise de l'investissement des entreprises en machines et matériel et de l'accumulation des stocks. La croissance du PIB s'est située à 1,1 % en moyenne au cours des trois derniers trimestres, après une performance terne pour les trois trimestres précédents. La demande intérieure finale a augmenté de 0,9 %, au même rythme qu'au premier trimestre. L'inflation (mesurée par l'indice de prix en chaîne du PIB) a connu une hausse de 1,7 %, soit la deuxième hausse trimestrielle des prix, après deux trimestres de déflation.

Produit intérieur brut, en dollars enchaînés de 1997¹

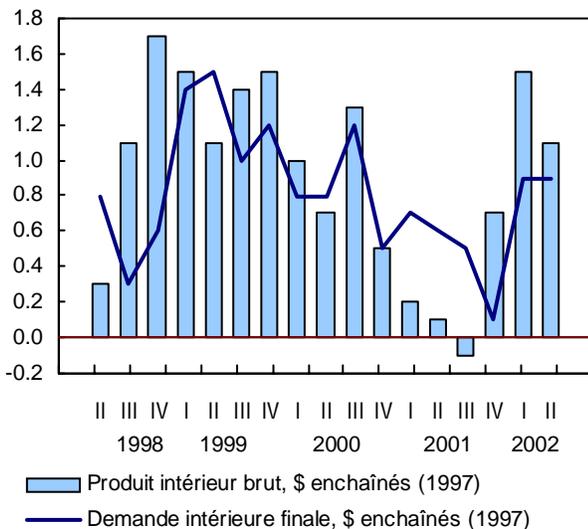
	Deuxième trimestre 2001	Troisième trimestre 2001	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002
Variation en %	0,1	-0,1	0,7	1,5	1,1
Variation annualisée en %	0,3	-0,5	2,9	6,0	4,3
Variation d'une année à l'autre en %	2,0	0,6	0,8	2,1	3,2

¹ La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Au deuxième trimestre, la demande intérieure a été alimentée par la vigueur soutenue des dépenses des consommateurs et par une reprise de l'investissement des entreprises en machines et matériel, qui a plus que compensé un repli de l'investissement en logements. Les fabricants, les grossistes et les détaillants ont regarni leurs stocks, après les avoir liquidés pendant trois trimestres. Les bénéfices des sociétés ont poursuivi leur remontée, après avoir chuté en 2001, mais ils sont demeurés inférieurs au sommet atteint au premier trimestre de 2001. Des gains appréciables au chapitre de l'emploi ont eu un effet à la hausse sur le revenu du travail au cours du trimestre. La croissance des exportations a ralenti, l'économie américaine ayant montré des signes de faiblesse, tandis que les importations ont connu une hausse marquée pour répondre à la demande intérieure et regarnir les stocks.

La croissance du PIB maintient son rythme vigoureux

Variation trimestrielle en %

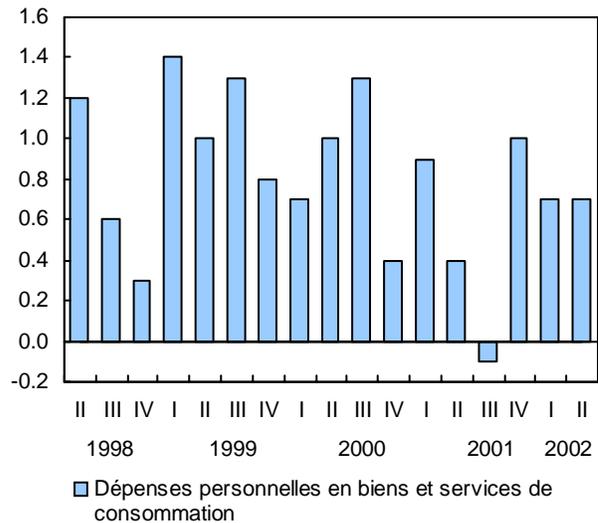


Le soutien des consommateurs se poursuit

Les consommateurs ont maintenu leur soutien ferme à l'économie, les dépenses personnelles ayant augmenté de 0,7 % au deuxième trimestre. Les dépenses au titre des biens ont été stables, tandis que celles au titre des services ont progressé de 1,2 %, après une croissance moyenne de 0,2 % aux quatre trimestres précédents.

Les dépenses de consommateurs demeurent robustes

Variation trimestrielle en %, \$ enchaînés de 1997



Les dépenses au chapitre des services de loisirs ont augmenté de 4,7 %, ce qui est attribuable en partie au succès des équipes de hockey canadiennes aux éliminatoires de la LNH. Les dépenses nettes au chapitre des jeux de hasard ont progressé de 7,0 %, les gros lots importants ayant stimulé les ventes de billet de loterie. Les dépenses liées aux restaurants et à l'hébergement ont connu une hausse de 1,1 %, après trois baisses trimestrielles.

Les dépenses en meubles et en appareils ménagers ont augmenté en raison notamment de la vigueur du marché de l'habitation. Toutefois, les consommateurs ont réduit leurs dépenses au chapitre des véhicules automobiles et du tabac. Les achats de véhicules automobiles neufs et d'occasion ont diminué de 1,1 %, mais ils sont demeurés à des niveaux presque records. Les dépenses au chapitre des produits du tabac ont reculé de 2,0 %, par suite de la hausse des taxes imposées par les gouvernements fédéral et provinciaux sur le tabac. Un printemps plus froid que la normale a fait augmenter la consommation d'électricité, de gaz naturel et d'autres carburants.

Le revenu personnel a augmenté de 0,9 %, soutenu par un troisième trimestre consécutif de gains notables au chapitre du revenu du travail variant de 1,0 % à 1,6 %. Les transferts aux administrations publiques étaient en baisse de 1,2 %, et le revenu personnel disponible a augmenté de 1,5 %. Le taux d'épargne s'est maintenu à 5,3 %, après avoir augmenté légèrement au cours des trois trimestres précédents. La croissance du revenu disponible jumelée à une baisse du coût de l'endettement au cours de la dernière année a vraisemblablement contribué à stimuler la demande et à accroître le taux d'épargne. L'emprunt du secteur des particuliers, bien qu'encore élevé, a fléchi au second trimestre, témoignant de la stagnation des dépenses de consommation en biens et d'un marché de l'habitation moins vigoureux. Le ratio de la dette au revenu des ménages est demeuré inchangé (95,8 %) par rapport au trimestre précédent.

Le marché de l'habitation marque un temps d'arrêt

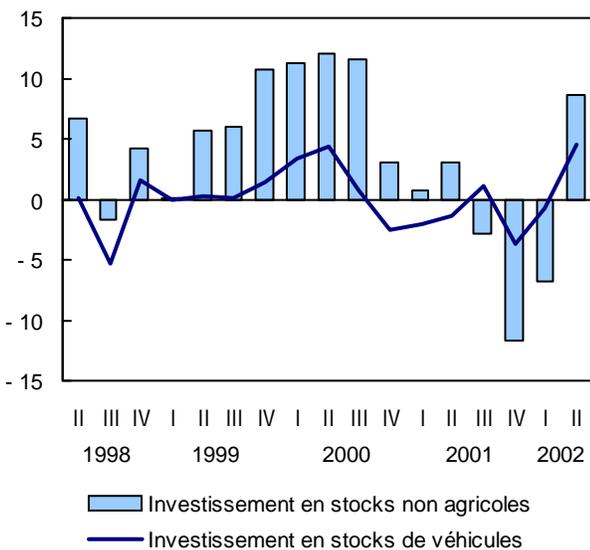
L'investissement dans la construction résidentielle a reculé de 0,4% au deuxième trimestre, mais il s'est maintenu à des niveaux historiquement élevés. La construction de logements neufs a progressé de 2,9 %, soit moins du tiers du rythme enregistré au premier trimestre. Les coûts de transfert de propriété, qui comprennent les commissions sur les ventes de maisons, ont chuté de 10,9 %, la revente des maisons ayant diminué pour la première fois depuis le quatrième trimestre de 2000.

Accumulation des stocks

Les stocks ont été regarnis au deuxième trimestre, après trois trimestres de liquidation. Près du tiers des stocks liquidés depuis le troisième trimestre de 2001 a été remplacé, les fabricants, les détaillants et les grossistes ayant tous augmenté leurs réserves. Plus de la moitié de l'accumulation des stocks a consisté à réapprovisionner les parcs des détaillants de véhicules automobiles neufs, qui étaient en baisse après deux trimestres de ventes records.

Les stocks de véhicules automobiles sont regarnis

milliards de dollars enchaînés de 1997



Les stocks agricoles ont chuté au cours du trimestre, une sécheresse grave sévissant dans les Prairies, et plus particulièrement en Alberta et en Saskatchewan, où les estimations de production se situent bien en deçà de la moyenne.

Raffermissement des bénéficiaires des entreprises

Les bénéfices des sociétés ont progressé de 9,8 % au deuxième trimestre, grâce aux gains réalisés par les secteurs de la fabrication, du commerce de gros, du commerce de détail, ainsi que du pétrole et du gaz. Les prix plus élevés de l'énergie ont alimenté les bénéfices dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz. La vigueur des exportations de véhicules automobiles et de pièces a été à la source des bénéfices dans le secteur de la fabrication automobile. La demande des consommateurs, qui a continué d'être forte, a contribué à la hausse des bénéfices dans les secteurs du commerce de détail et du commerce de gros. Les fabricants d'ordinateurs et de produits électroniques ont continué d'afficher des pertes.

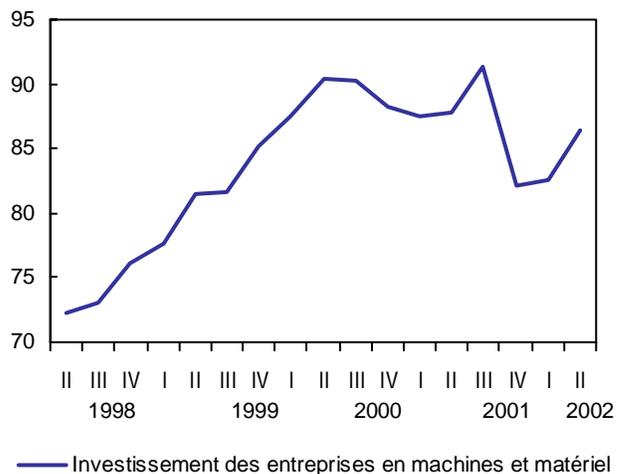
Les bénéfices en sont à leur deuxième trimestre de reprise, mais ils demeurent en deçà du sommet atteint au premier trimestre de 2001.

Reprise de l'investissement en machines et matériel

En raison d'une hausse de 4,8 % des dépenses des entreprises en machines et en matériel, au deuxième trimestre, les dépenses en usines et matériel ont affiché leur plus importante hausse depuis le quatrième trimestre de 1999. La demande de fonds des entreprises a aussi progressé au cours du trimestre.

Reprise de l'investissement en machines et matériel

milliards de dollars enchaînés de 1997



Les augmentations des dépenses en machines et matériel ont été généralisées. Les dépenses en autre matériel de transport, comme les locomotives et les aéronefs, ont progressé de 13,3 %. Après cinq diminutions trimestrielles, l'investissement en machines industrielles s'est accru de 4,8 %. L'investissement en ordinateurs et autre matériel de bureau a progressé de 6,7 %, tandis que l'investissement en logiciel était en hausse de 3,0 %.

La construction d'immeubles est demeurée une source de faiblesse, tandis que les ouvrages de génie ont augmenté de 1,0 %, après trois diminutions trimestrielles.

La croissance des exportations connaît un ralentissement, tout comme l'économie américaine

La croissance du volume des exportations est passée de 1,3 % au premier trimestre, à 0,4 % au deuxième trimestre, la demande américaine pour les importations canadiennes ayant diminué. Les machines et le matériel, les biens de consommation et les produits de l'énergie ont été les principaux responsables de la faiblesse. Des ventes plus faibles d'aéronefs ont contribué à une baisse de 2,9 % des exportations de machines et de matériel. Il s'agit de la sixième diminution trimestrielle. Les produits de l'automobile, les produits industriels et les services commerciaux ont été la source principale de vigueur. Les exportations de voitures neuves ont progressé de 9,9 % au cours du trimestre.

Importations en hausse pour répondre à la demande intérieure et pour regarnir les stocks

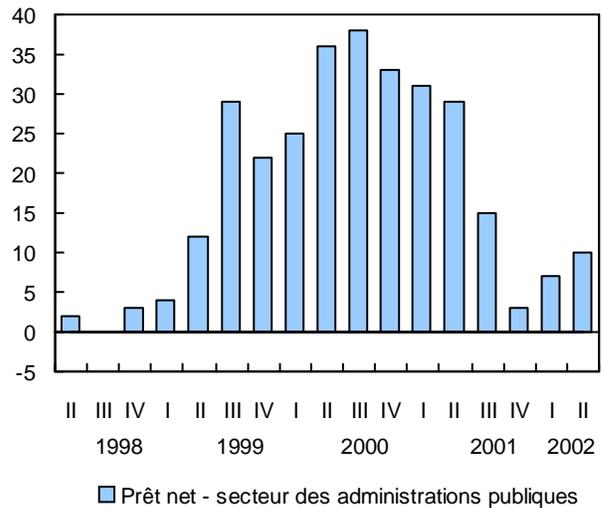
Les importations de biens et de services ont fait un bond de 4,0 % au deuxième trimestre, après avoir progressé de 1,1 % au premier, les machines et le matériel ainsi que les produits de l'automobile ayant mené la marche. Les importations de produits de l'automobile ont été en hausse de 6,0 %, les fabricants canadiens de véhicules automobiles ayant accéléré leur production, et les détaillants s'étant réapprovisionné en véhicules automobiles neufs. Parallèlement à la reprise des dépenses des entreprises, les importations de machines et de matériel ont augmenté de 5,5 %, la première hausse en sept trimestres. Les importations d'autres biens de consommation ont aussi connu une hausse marquée au cours du trimestre et ont atteint un niveau record.

Baisse des impôts des particuliers et des paiements d'intérêt au chapitre de la dette publique

L'excédent combiné (sur la base de la comptabilité nationale) pour tous les niveaux de l'administration publique est passé de 6,6 milliards de dollars au premier trimestre à 10,2 milliards de dollars au deuxième trimestre. Les dépenses totales en intérêts des administrations ont diminué de 2,3 milliards de dollars au troisième trimestre, après une baisse similaire au premier, par suite de la baisse des taux d'intérêt au cours de la dernière année et du remboursement progressif de la dette au cours de la période récente d'excédents. Parallèlement, les impôts des particuliers perçus par l'administration fédérale ont été plus faibles, les diminutions des gains en capital sur le marché boursier et le ralentissement économique enregistré en 2001 ayant entraîné une réduction des paiements d'impôts effectués au moment de la production des déclarations de revenus, ainsi qu'une augmentation des remboursements.

L'administration publique continue d'engendrer des excédents

milliards de dollars, désaisonnalisés au taux annuel



L'excédent a été inférieur à 10 milliards de dollars en moyenne au cours des quatre derniers trimestres, en baisse par rapport aux quatre trimestres précédents, alors qu'il était supérieur à 30 milliards de dollars en moyenne.

Les prix remontent

L'inflation (telle que mesurée par l'indice de prix en chaîne du PIB) a plus que doublé par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 1,7 %. Si l'on exclut l'effet des prix plus élevés de l'énergie, l'indice était en hausse de 1,0 %. D'une année à l'autre, les prix n'ont augmenté que de 0,1 %, en raison d'un épisode de déflation au cours des troisième et quatrième trimestres de 2001.

Le prix des exportations a augmenté de 1,7 %, par suite de la hausse des prix de l'énergie. L'appréciation de 2,5 % de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours du trimestre a contribué à une baisse de 1,0 % du prix des importations.

Produit intérieur brut en termes de revenus

	1998	1999	2000	2001	Quatrième trimestre de 2001	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Premier au deuxième trimestre de 2002
	données désaisonnalisées au taux annuel							variation en % au taux trimestriel
	millions de \$							
Rémunération des salariés ¹	475 335	502 726	545 110	568 864	573 968	583 356	590 528	1,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	86 132	108 745	129 821	118 227	101 280	113 152	124 252	9,8
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	7 080	8 544	11 832	10 127	9 376	9 740	10 688	9,7
Intérêts et revenus divers de placements	47 134	48 012	53 933	53 238	47 908	47 912	49 924	4,2
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1 724	1 935	1 758	2 972	2 960	2 704	2 624	-3,0
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	57 936	61 351	63 962	66 551	67 892	70 144	72 120	2,8
Ajustement de la valeur des stocks ²	-753	-2 669	-3 431	21	748	-4 152	204	4 356
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	48 899	50 641	51 716	52 577	52 652	52 804	52 828	0,0
Produit intérieur net aux prix de base	723 487	779 285	854 701	872 577	856 784	875 660	903 168	3,1
Impôts moins subventions, sur produits	68 439	72 947	76 029	75 370	76 988	81 152	82 972	2,2
Provisions pour consommation de capital	122 659	128 625	135 781	144 315	146 796	148 888	150 804	1,3
Divergence statistique ²	388	-333	-1 516	-16	972	1 512	1 268	-244
Produit intérieur brut aux prix du marché	914 973	980 524	1 064 995	1 092 246	1 081 540	1 107 212	1 138 212	2,8

¹ Y compris le solde et les indemnités militaires.² Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.

Produit intérieur brut en termes de dépenses

	1998	1999	2000	2001	Quatrième trimestre de 2001	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Premier au deuxième trimestre de 2002
	données désaisonnalisées au taux annuel							
	millions de \$ aux prix courants							variation en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	531 169	560 954	594 089	620 777	626 940	635 612	645 092	1,5
Biens durables	71 325	77 660	81 679	84 805	88 004	89 932	90 160	0,3
Biens semi-durables	47 262	49 549	52 078	54 442	55 424	56 464	57 032	1,0
Biens non durables	126 253	132 929	142 662	149 449	148 416	151 392	154 840	2,3
Services	286 329	300 816	317 670	332 081	335 096	337 824	343 060	1,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	179 317	185 317	196 004	204 492	208 636	209 416	211 752	1,1
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	20 046	22 587	23 788	26 561	28 012	28 716	29 660	3,3
Stocks des administrations publiques ¹	-27	-3	24	13	-24	8	-20	-28
Formation brute de capital fixe des entreprises	161 790	172 710	186 149	189 926	187 352	194 308	197 916	1,9
Bâtiments résidentiels	42 497	45 917	48 566	52 154	55 376	60 376	60 776	0,7
Ouvrages non résidentiels	45 177	46 816	50 890	52 268	51 792	51 244	51 568	0,6
Machines et matériel	74 116	79 977	86 693	85 504	80 184	82 688	85 572	3,5
Investissement des entreprises en stocks ¹	4 733	4 987	8 028	-6 040	-14 348	-9 400	7 080	16 480
Non agricoles ¹	5 409	4 932	8 189	-4 740	-12 972	-8 832	7 756	16 588
Agricultures ¹	-676	55	-161	-1 300	-1 376	-568	-676	-108
Exportations de biens et services	379 203	421 796	484 331	473 000	444 168	456 228	466 132	2,2
Biens	327 160	367 170	425 591	414 640	386 864	398 048	407 288	2,3
Services	52 043	54 626	58 740	58 360	57 304	58 180	58 844	1,1
Moins: importations de biens et services	360 871	388 157	428 934	416 498	398 220	406 164	418 132	2,9
Biens	303 395	326 962	363 428	350 622	335 040	342 376	352 460	2,9
Services	57 476	61 195	65 506	65 876	63 180	63 788	65 672	3,0
Divergence statistique ¹	-387	333	1 516	15	-976	-1 512	-1 268	244
Produit intérieur brut aux prix du marché	914 973	980 524	1 064 995	1 092 246	1 081 540	1 107 212	1 138 212	2,8
Demande intérieure finale	892 322	941 568	1 000 030	1 041 756	1 050 940	1 068 052	1 084 420	1,5
	millions de \$ enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	524 807	545 162	565 487	579 999	584 710	588 822	593 119	0,7
Biens durables	71 404	77 542	82 234	85 939	89 262	91 251	91 091	-0,2
Biens semi-durables	46 855	48 267	50 440	52 360	53 253	54 287	54 369	0,2
Biens non durables	125 692	128 895	131 791	133 186	133 341	134 207	134 739	0,4
Services	280 853	290 520	301 173	308 888	309 512	309 896	313 672	1,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	177 277	180 637	184 787	190 967	192 412	193 001	193 598	0,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	19 968	22 507	23 173	25 846	27 288	27 614	28 496	3,2
Stocks des administrations publiques ¹	-26	-3	23	13	-24	8	-20	-28
Formation brute de capital fixe des entreprises	159 138	170 611	182 423	183 228	180 030	183 809	187 277	1,9
Bâtiments résidentiels	41 980	44 265	45 796	47 967	50 288	54 276	53 995	-0,5
Ouvrages non résidentiels	44 011	44 904	47 762	48 126	47 230	46 470	46 514	0,1
Machines et matériel	73 154	81 512	89 094	87 145	82 118	82 509	86 456	4,8
Investissement des entreprises en stocks ¹	5 964	6 543	9 940	-3 516	-12 657	-7 214	7 503	14 717
Non agricoles ¹	5 714	5 612	9 451	-2 728	-11 658	-6 776	8 594	15 370
Agricultures ¹	220	890	384	-902	-1 189	-617	-1 064	-447
Exportations de biens et services	380 407	418 333	451 677	434 523	428 263	433 932	435 861	0,4
Biens	329 225	365 878	397 219	381 020	375 090	380 626	382 012	0,4
Services	51 155	52 544	54 619	53 688	53 347	53 504	54 040	1,0
Moins: importations de biens et services	348 095	375 093	405 785	382 378	365 639	369 491	384 147	4,0
Biens	294 663	319 584	348 160	327 470	313 676	318 296	331 173	4,0
Services	53 487	55 664	57 961	55 199	52 291	51 688	53 518	3,5
Divergence statistique ¹	-386	328	1 443	11	-932	-1 431	-1 180	251
Produit intérieur brut aux prix du marché	918 910	968 451	1 012 335	1 027 523	1 032 685	1 048 249	1 059 412	1,1
Demande intérieure finale	881 182	918 857	955 705	979 919	984 397	993 135	1 002 304	0,9

¹ Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.

Produits intérieur brut, indices de prix

	1998	1999	2000	2001	Quatrième trimestre de 2001	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Premier au deuxième trimestre de 2002
	calculés à partir de données désaisonnalisées							
	indices implicites de prix en chaîne (1997=100)							variation en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	101,2	102,9	105,1	107,0	107,2	107,9	108,8	0,8
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	101,1	102,6	106,1	107,1	108,4	108,5	109,4	0,8
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	100,4	100,4	102,7	102,8	102,7	104,0	104,1	0,1
Formation brute de capital fixe des entreprises	101,7	101,3	102,1	103,7	104,1	105,7	105,7	0,0
Exportations de biens et services	99,7	100,8	107,2	108,8	103,7	105,1	106,9	1,7
Importations de biens et services	103,7	103,5	105,7	108,9	108,9	109,9	108,8	-1,0
Produit intérieur brut	99,6	101,3	105,2	106,3	104,7	105,6	107,4	1,7
Demande intérieure finale	101,3	102,5	104,7	106,3	106,8	107,5	108,2	0,7

Tableau sommaire du marché financier

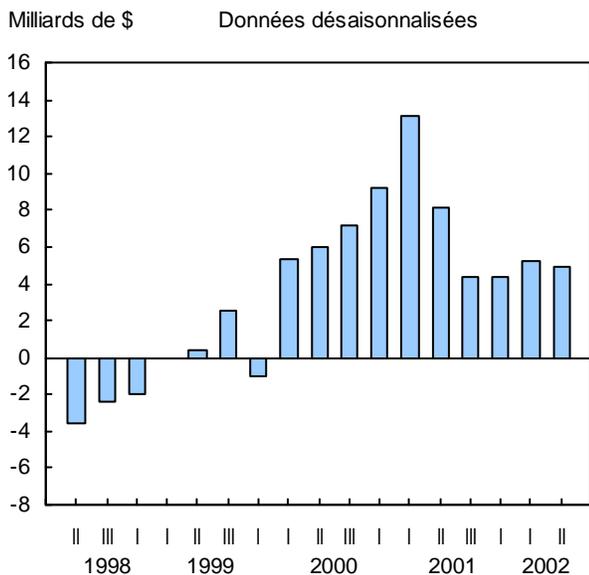
	1998	1999	2000	2001	Quatrième trimestre de 2001	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Premier au deuxième trimestre de 2002
	données désaisonnalisées au taux annuel							variation réelle
	millions de \$							
Particuliers et entreprises individuelles	38 324	39 178	39 376	40 989	41 480	42 728	41 612	-1 116
Financement								
Crédit à la consommation	10 675	11 904	13 664	15 125	16 456	16 084	15 724	-360
Emprunts bancaires	3 520	2 039	1 680	180	-1 248	-48	72	120
Autres emprunts	6 909	6 230	4 634	5 128	4 712	3 680	3 452	-228
Hypothèques	17 220	19 005	19 398	20 556	21 560	23 012	22 364	-648
Sociétés privées non financières	70 858	52 970	78 642	60 117	65 844	39 212	61 628	22 416
Financement								
Emprunts bancaires	8 522	4 232	6 011	-10 508	-26 316	-15 380	3 808	19 188
Autres emprunts	5 560	6 617	5 820	-3 607	-4 040	-8 628	-192	8 436
Autres effets à court terme	6 066	6 738	7 359	-5 094	524	5 016	2 752	-2 264
Hypothèques	3 642	4 302	2 267	4 234	2 796	5 216	6 596	1 380
Obligations	13 816	10 456	2 926	42 844	67 032	21 632	9 588	-12 044
Actions	33 252	20 625	54 259	32 248	25 848	31 356	39 076	7 720
Entreprises publiques non financières	-1 076	-4 974	-3 198	-1 716	-1 616	-2 116	-12 596	-10 480
Financement								
Emprunts bancaires	123	-46	-133	112	-212	624	-284	-908
Autres emprunts	-165	184	413	517	116	312	-876	-1 188
Autres effets à court terme	-242	-1 908	298	-379	-1 044	3 624	-3 468	-7 092
Hypothèques	-17	-21	-3	37	28	-24	0	24
Obligations	-785	-3 181	-3 773	-2 003	-500	-6 660	-7 972	-1 312
Actions	10	-2	0	0	-4	8	4	-4
Administration fédérale	-9 903	3 494	-18 295	-2 838	-2 824	8 840	4 920	-3 920
Financement								
Emprunts bancaires	120	106	106	106	120	104	100	-4
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme - Canada	-19 370	357	-13 016	14 577	14 584	-4 296	22 652	26 948
Obligations d'épargne du Canada	-2 957	-783	-1 909	-1 819	-7 556	-636	-1 332	-696
Obligations négociables	12 304	3 814	-3 476	-15 702	-9 972	13 668	-16 500	-30 168
Autres paliers d'administration publique	8 241	12 637	5 954	8 944	2 844	7 716	15 796	8 080
Financement								
Emprunts bancaires	155	56	1 000	-732	-492	568	352	-216
Autres emprunts	394	162	-768	307	596	132	388	256
Autres effets à court terme	-1 368	4 390	-1 446	1 124	1 852	60	7 976	7 916
Hypothèques	263	40	-62	-15	-12	-20	28	48
Obligations provinciales	11 408	8 100	7 347	8 387	1 004	7 508	6 720	-788
Obligations municipales	-2 915	-126	-145	-145	-88	-548	292	840
Autres obligations	304	15	28	18	-16	16	40	24
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	106 444	103 305	102 479	105 496	105 728	96 380	111 360	14 980
Crédit à la consommation	10 675	11 904	13 664	15 125	16 456	16 084	15 724	-360
Emprunts bancaires	12 440	6 387	8 664	-10 842	-28 148	-14 132	4 048	18 180
Autres emprunts	12 698	13 193	10 099	2 345	1 384	-4 504	2 772	7 276
Effets à court terme - Canada	-19 370	357	-13 016	14 577	14 584	-4 296	22 652	26 948
Autres effets à court terme	4 456	9 220	6 211	-4 349	1 332	8 700	7 260	-1 440
Hypothèques	21 108	23 326	21 600	24 812	24 372	28 184	28 988	804
Obligations	31 175	18 295	998	31 580	49 904	34 980	-9 164	-44 144
Actions	33 262	20 623	54 259	32 248	25 844	31 364	39 080	7 716

Balance des paiements internationaux du Canada

Deuxième trimestre de 2002

Au cours du deuxième trimestre de 2002, l'excédent du compte courant désaisonnalisé s'est établi à 4,9 milliards de dollars. Quoique le surplus ait diminué de 0,4 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, il est demeuré au-dessus des 4,0 milliards de dollars pour un dixième trimestre d'affilée, un niveau jamais atteint avant 2000. Un déficit accru au chapitre des voyages et une baisse des excédents relatifs aux biens et aux transferts courants ont été partiellement compensés par une diminution du déficit relatif aux revenus de placement.

Solde du compte courant



Au compte capital et financier (non désaisonnalisé), la croissance a ralenti de façon spectaculaire, tant dans les actifs que dans les passifs extérieurs, mais dans des proportions similaires. Les investissements canadiens directs à l'étranger ont augmenté au cours du deuxième trimestre, et la moitié de ces investissements fait suite à une reprise des activités d'acquisitions de sociétés étrangères existantes par des sociétés canadiennes. Les investisseurs de portefeuille canadiens ont continué d'acheter des valeurs mobilières étrangères, mais à un rythme plus lent, semblable à celui observé durant la deuxième moitié de 2001. Les investissements directs étrangers dans l'économie canadienne ont été modérés, mais en baisse marquée par rapport au fort niveau enregistré au premier trimestre. En revanche, les investissements de portefeuille étrangers dans des valeurs mobilières canadiennes ont repris; les investisseurs ont en effet acheté des actions canadiennes, dont la plupart suite à de nouvelles émissions des sociétés canadiennes sur le marché américain.

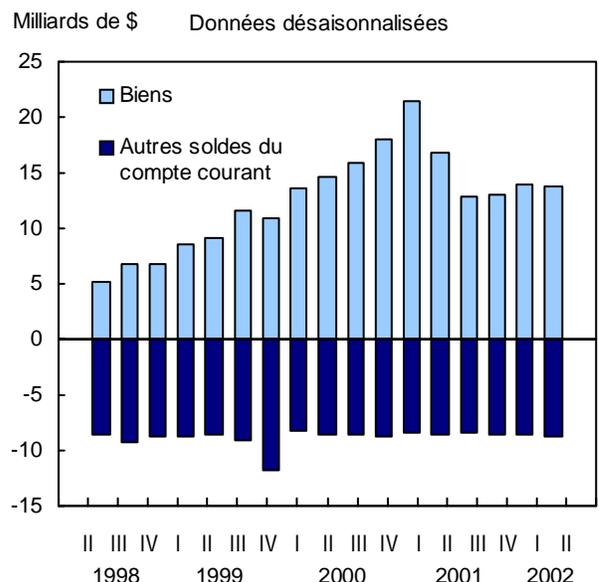
Compte courant

Les importations de biens excèdent les exportations

L'excédent au titre des biens a diminué légèrement (-0,2 milliard de dollars) pour se chiffrer à 13,7 milliards de dollars, les importations ayant progressé davantage que les exportations. La plus forte hausse au chapitre des exportations a été enregistrée dans les produits énergétiques, dont la hausse de 2,2 milliards de dollars s'explique par des prix plus élevés pour le pétrole brut et le gaz naturel. La progression observée dans les exportations de produits de l'automobile est attribuable entièrement aux exportations de voitures particulières. Quant à l'augmentation des exportations de biens industriels, elle était répartie entre plusieurs produits. Les exportations de machines et d'équipement ont diminué de 0,8 milliard de dollars; cette baisse a été concentrée dans le secteur des aéronefs, moteurs et pièces d'aéronefs. Les exportations de produits forestiers, de produits de l'agriculture et de la pêche ainsi que des autres biens de consommation ont ralenti au cours du deuxième trimestre. Durant cette période, les exportations de bois d'œuvre ont reculé de 0,3 milliard de dollars. L'effet des droits imposés par les États-Unis sur les exportations canadiennes de bois d'œuvre s'est particulièrement fait sentir en juin.

Au cours du deuxième trimestre, les importations de biens ont augmenté dans toutes les principales catégories, à l'exception de celle des produits de l'agriculture et de la pêche. Les importations de produits de l'automobile ont augmenté de 0,9 milliard de dollars; deux tiers de cette hausse ont été enregistrés dans les voitures particulières, et le reste, dans les pièces de véhicules automobiles. Les importations de machines et équipement ainsi que les importations de produits énergétiques ont également augmenté de manière importante. La hausse enregistrée dans la valeur des importations d'énergie s'explique par des prix plus élevés, comme dans le cas des exportations de ces produits.

Solde des biens et autres soldes du compte courant



Sur le plan géographique, l'excédent vis-à-vis des États-Unis dans le commerce de biens a augmenté pour un deuxième trimestre consécutif, en raison principalement de la valeur élevée des exportations de produits énergétiques. Le déficit commercial vis-à-vis des pays de l'Union européenne s'est accru de façon marquée à la suite d'une légère baisse des exportations et d'une augmentation prononcée des importations au cours du deuxième trimestre.

Des bénéfices extérieurs plus élevés font augmenter les revenus de placement

Au cours du deuxième trimestre, le déficit relatif aux revenus de placement a diminué de 0,2 milliard de dollars, grâce principalement à des bénéfices plus élevés réalisés sur les investissements directs du Canada à l'étranger. Ces bénéfices avaient diminué durant les trois trimestres précédents. Les secteurs des communications, de la finance et des assurances, et du bois et papier sont ceux qui ont enregistré les plus fortes hausses au chapitre des bénéfices. Les bénéfices au titre des investissements directs étrangers au Canada ont également augmenté, mais dans une moindre mesure.

Le déficit au titre des voyages augmente

Une baisse du nombre de visiteurs étrangers au Canada et une hausse du nombre de Canadiens voyageant outre-mer a fait augmenter le déficit au titre des voyages de 0,2 milliard de dollars. Le déficit de 0,4 milliard de dollars est le plus élevé des cinq derniers trimestres, mais il est resté près des résultats enregistrés au cours des années antérieures. Les dépenses des visiteurs d'outre-mer ont diminué de 0,1 milliard de dollars, le nombre de visiteurs au Canada en provenance des pays ayant diminué de plus 7 %. D'autre part, les dépenses des Canadiens effectuées outre-mer ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, en raison d'une augmentation du nombre de Canadiens visitant des pays autres que les États-Unis durant le deuxième trimestre. Au cours de cette période, les dépenses sur les voyages effectués à destination des États-Unis et depuis ce pays sont demeurées relativement stables.

Le déficit au titre des services commerciaux n'a pas varié

Tant les exportations que les importations de services commerciaux ont augmenté de 0,3 milliard de dollars au cours du deuxième trimestre, de sorte que le déficit relatif à ces services est resté inchangé à 0,9 milliard de dollars. La totalité de la hausse observée dans les importations de services commerciaux s'explique par une augmentation des commissions payées sur les émissions à l'étranger de nouvelles valeurs mobilières canadiennes. Une hausse des commissions payées par les étrangers sur les transactions en valeurs mobilières a été à l'origine d'un tiers de l'augmentation observée au chapitre des exportations. Le reste de cette progression a été largement réparti entre les autres catégories de services.

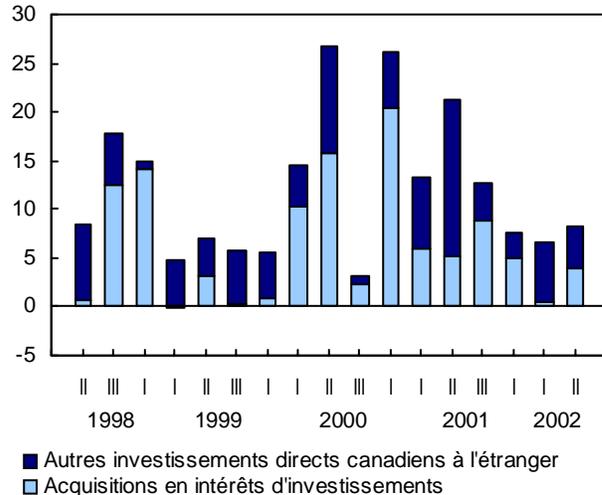
Compte capital et financier

Hausse des investissements directs du Canada à l'étranger à la suite de l'acquisition d'entreprises étrangères

Les investissements directs du Canada à l'étranger ont augmenté de 8,3 milliards de dollars au cours du deuxième trimestre, grâce à une reprise des acquisitions d'entreprises étrangères existantes par des intérêts canadiens. Toutefois, durant les trois derniers trimestres, les investisseurs directs canadiens ont diminué à peu près de moitié la moyenne des investissements observés durant les sept trimestres précédents. Au cours du deuxième trimestre de 2002, les investissements directs du Canada ont été effectués principalement en Europe et aux États-Unis. Un peu moins de la moitié de ces investissements ont été consacrés à l'acquisition d'entreprises étrangères existantes, qui ont été payées presque exclusivement au comptant, les acquisitions par échange d'actions ayant été moins importantes. Les investissements ont été répartis entre diverses branches d'activités et ont été effectués principalement dans les secteurs de l'énergie et des minerais métalliques, de la machinerie et du matériel de transport, et de la finance et des assurances.

Investissements directs canadiens à l'étranger¹

Milliards de \$



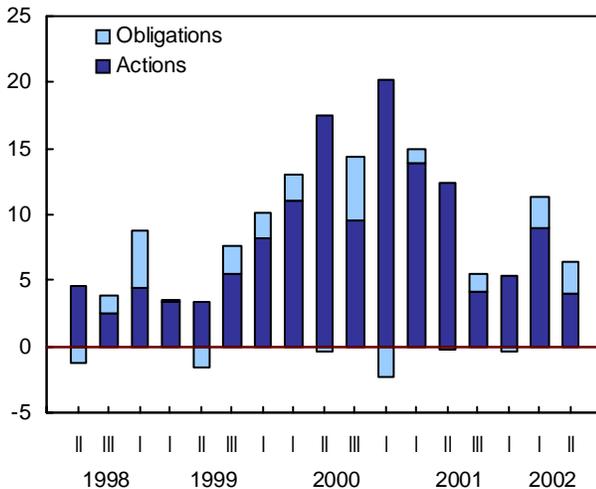
¹ Signes renversés de la balance des paiements.

Demande modérée au Canada pour les valeurs mobilières étrangères

Au cours du deuxième trimestre, les investisseurs de portefeuille canadiens, principalement des fonds de pension, ont accru leurs avoirs en valeurs mobilières étrangères de 6,3 milliards de dollars, un montant inférieur de près de moitié par rapport à celui investi durant le premier trimestre. Les investisseurs canadiens ont placé 2,3 milliards de dollars dans des obligations étrangères, dont la presque totalité étaient des obligations d'État et des obligations de sociétés américaines.

Investissements de portefeuille à l'étranger¹

Milliards de \$

¹ Signes renversés de la balance des paiements.

Le placement de 4,0 milliards de dollars effectué dans des actions étrangères a été inférieur de près de 5 milliards de dollars au montant investi dans ces titres au cours du premier trimestre dont la majeure partie avait porté sur de nouvelles actions de trésorerie émises à l'intention d'actionnaires canadiens de sociétés canadiennes acquises par des sociétés étrangères. Au cours du deuxième trimestre, les investissements de ce genre n'ont totalisé qu'un faible montant de 0,4 milliard de dollars. Les investissements effectués durant le deuxième trimestre ont été partagés à peu près également entre des actions américaines et des actions d'outre-mer.

Autres actifs d'investissement

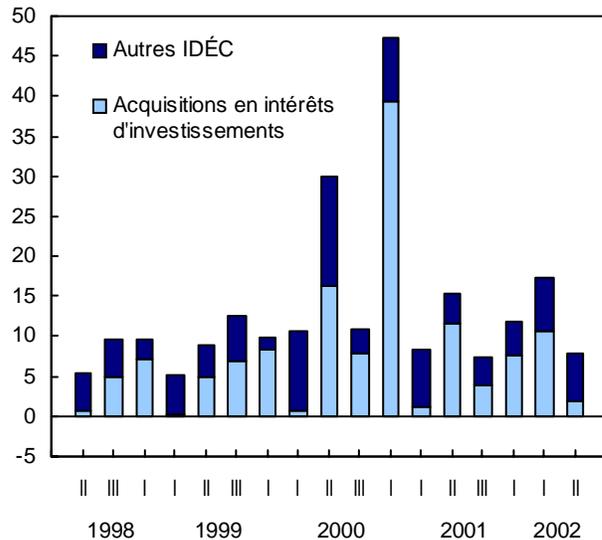
Les autres actifs d'investissement ont diminué de 2,8 milliards de dollars au cours du deuxième trimestre. Les actifs en prêts ont reculé, principalement en raison des prêts à court terme (prêts avec convention de rachat), tandis que les prêts des banques et du gouvernement ont neutralisé partiellement cette baisse. Les actifs de dépôts ont diminué d'un montant similaire, principalement en raison des opérations en devises étrangères entre les banques canadiennes et leurs sociétés à l'étranger. Pour un troisième trimestre d'affilée, l'actif du compte des réserves a augmenté (+1,5 milliard de dollars). Au cours du trimestre, le dollar canadien s'est apprécié de plus de trois cents par rapport au dollar américain pour clôturer tout juste au-dessous des 66 cents américains, mais il s'est déprécié de façon notable vis-à-vis de toutes les autres principales devises étrangères.

Activité modérée des investisseurs directs étrangers au cours du trimestre

L'économie canadienne a bénéficié d'investissements directs étrangers modérés totalisant 7,9 milliards de dollars. Ce montant a été inférieur de 9,4 milliards de dollars par rapport au total du premier trimestre, les acquisitions d'entreprises canadiennes ayant atteint leur plus bas niveau depuis cinq trimestres, après un solide premier trimestre de l'année. Durant le deuxième trimestre, les investissements directs ont été effectués principalement par des intérêts américains et européens et ont été repartis entre un grand nombre de branches d'activité.

Investissements directs étrangers au Canada

Milliards de \$

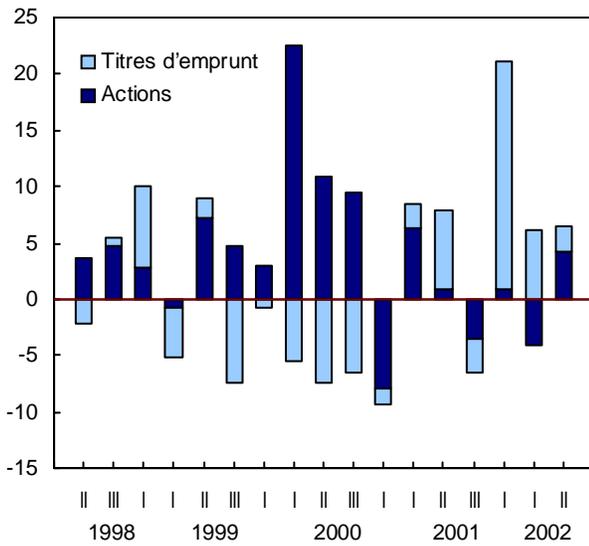
**Les valeurs mobilières canadiennes davantage en demande chez les investisseurs de portefeuille étrangers**

La demande étrangère pour les valeurs mobilières canadiennes a rebondi de façon marquée pour atteindre 6,5 milliards de dollars, comparativement au bas niveau de 2,1 milliards de dollars enregistré au premier trimestre. La majeure partie de cette progression est attribuable à l'achat, par les investisseurs étrangers, d'actions canadiennes pour 4,2 milliards de dollars, après le désinvestissement d'un montant similaire observé au cours du premier trimestre. La plupart du placement dans des actions a été le fruit d'efforts de financement déployés par des sociétés canadiennes. Celles-ci ont émis une quantité presque record de nouvelles actions sur les marchés américains au cours du trimestre. Après avoir augmenté de 2% durant le premier trimestre, le cours des actions canadiennes a perdu du terrain au deuxième trimestre, tout comme leur équivalent américain, chutant de 9%.

Les investisseurs étrangers ont également acheté des titres de créance canadiens pour 2,3 milliards de dollars, mais ce montant représente une baisse spectaculaire par rapport aux résultats des deux trimestres précédents. Le placement de 1,9 milliard de dollars effectué dans des obligations canadiennes a été inférieur à la moitié de celui enregistré au premier trimestre. Si les sociétés ont maintenu le rythme dans le financement par emprunt, les rachats d'obligations d'administrations publiques canadiennes, y compris d'entreprises provinciales, ont fortement augmenté. Pour ce qui est des instruments du marché monétaire canadien, le faible investissement dans ces titres observé au cours du deuxième trimestre a porté entièrement sur des effets du gouvernement fédéral et de gouvernements provinciaux. Ce placement a été partiellement neutralisé par la vente d'effets d'entreprises du gouvernement fédéral et d'effets de commerce. Si les taux d'intérêt à court terme offerts au Canada ont augmenté en 2002, les taux correspondants proposés aux États-Unis sont restés stables. De ce fait, le différentiel des taux a augmenté encore plus en faveur des placements au Canada.

Investissements de portefeuille au Canada

Milliards de \$

**Autres passifs d'investissement**

Les autres passifs ont diminué de 2,8 milliards de dollars, un recul identique à celui observé dans le cas des autres actifs. Les emprunts à court terme (emprunts avec convention de rachat) et d'autres passifs ont été remboursés en partie. Cette baisse a été annulée partiellement par une augmentation des passifs de dépôts, bien que la hausse ait été beaucoup moindre qu'au cours des trois trimestres précédents.

Balance des paiements, tous les pays, non désaisonnalisé - trimestriel et annuel

	Deuxième trimestre de 2001	Troisième trimestre de 2001	Quatrième trimestre de 2001	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	2000	2001
	données non désaisonnalisées						
	millions de \$						
Compte courant							
Recettes							
Biens et services:	123 439	113 503	110 234	111 417	119 530	482 731	471 250
Biens	109 003	96 435	97 981	98 878	105 186	425 587	414 638
Services	14 436	17 067	12 252	12 539	14 344	57 144	56 612
Revenus de placements:	9 706	8 257	6 963	6 795	7 587	39 815	34 990
Investissements directs	4 703	3 723	2 706	2 803	3 605	18 403	15 791
Investissements de portefeuille	1 930	1 954	1 946	1 956	2 016	6 949	7 683
Autres investissements	3 074	2 580	2 311	2 036	1 966	14 463	11 515
Transferts courants	1 530	1 628	1 889	1 979	1 390	6 097	7 024
Recettes du compte courant	134 675	123 388	119 085	120 191	128 507	528 643	513 264
Paiements							
Biens et services:	109 497	99 987	99 591	100 042	108 416	427 997	415 617
Biens	93 248	83 403	84 721	83 922	92 533	363 432	350 623
Services	16 249	16 584	14 869	16 120	15 884	64 565	64 994
Revenus de placements:	16 393	14 918	14 116	14 713	14 767	68 241	62 524
Investissements directs	6 077	4 860	4 054	5 103	5 587	23 470	20 920
Investissements de portefeuille	7 371	7 431	7 563	7 245	7 280	29 240	29 652
Autres investissements	2 945	2 627	2 500	2 365	1 900	15 531	11 951
Transferts courants	1 005	1 167	1 229	1 835	980	4 624	5 074
Paiements du compte courant	126 895	116 072	114 936	116 590	124 164	500 862	483 215
Soldes							
Biens et services:	13 942	13 516	10 643	11 375	11 114	54 735	55 633
Biens	15 755	13 032	13 260	14 956	12 654	62 155	64 016
Services	-1 814	483	-2 617	-3 581	-1 540	-7 421	-8 382
Revenus de placements:	-6 687	-6 661	-7 153	-7 918	-7 180	-28 427	-27 534
Investissements directs	-1 374	-1 137	-1 348	-1 300	-1 983	-5 067	-5 129
Investissements de portefeuille	-5 442	-5 478	-5 617	-5 290	-5 264	-22 292	-21 969
Autres investissements	129	-47	-189	-328	66	-1 068	-436
Transferts courants	525	461	660	144	410	1 473	1 949
Solde du compte courant	7 780	7 315	4 150	3 601	4 343	27 781	30 049
Compte capital et financier^{1, 2}							
Compte capital	1 577	1 648	1 017	1 511	1 674	5 270	5 678
Compte financier	-13 885	-5 517	-6 732	1 573	-261	-26 788	-26 596
Actif du Canada, flux nets							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-21 182	-12 675	-7 654	-6 578	-8 273	-70 545	-54 924
Investissements de portefeuille:	-12 263	-5 474	-5 043	-11 382	-6 337	-62 274	-37 718
Obligations étrangères	189	-1 345	313	-2 434	-2 295	-3 958	-1 882
Actions étrangères	-12 452	-4 129	-5 356	-8 947	-4 042	-58 316	-35 836
Autres investissements:	2 747	2 665	-24 661	-6 577	2 828	-9 610	-17 743
Prêts	-3 005	-1 068	-6 672	-2 280	2 128	-5 125	-7 873
Dépôts	7 289	4 433	-13 950	-1 797	1 867	3 977	-1 365
Réserves internationales	135	130	-1 128	-696	-1 450	-5 480	-3 353
Autres actifs	-1 672	-829	-2 912	-1 804	283	-2 981	-5 152
Total de l'actif du Canada, flux nets	-30 698	-15 484	-37 359	-24 537	-11 782	-142 429	-110 385
Passif du Canada, flux nets							
Investissements directs étrangers au Canada	15 201	7 265	11 772	17 212	7 853	98 940	42 527
Investissements de portefeuille:	7 882	-6 576	21 209	2 076	6 492	14 025	30 868
Obligations canadiennes	7 352	921	18 493	4 823	1 923	-22 655	33 609
Actions canadiennes	852	-3 540	890	-4 052	4 225	34 973	4 608
Effets du marché monétaire canadien	-322	-3 957	1 826	1 305	344	1 707	-7 349
Autres investissements:	-6 269	14 277	-2 354	6 822	-2 825	2 677	10 394
Emprunts	1 566	4 081	-7 884	1 125	-2 743	2 781	-7 730
Dépôts	-6 780	10 779	7 298	7 073	1 454	-1 069	23 469
Autres passifs	-1 055	-583	-1 768	-1 376	-1 536	965	-5 345
Total du passif du Canada, flux nets	16 813	14 966	30 627	26 110	11 521	115 641	83 789
Total du compte capital et financier, flux nets	-12 308	1 130	-5 715	3 084	1 413	-21 518	-20 918
Divergence statistique	4,529	-8,446	1565	-6,684	-5,756	-6,264	-9,130

Compte courant

	Deuxième trimestre 2001	Troisième trimestre 2001	Quatrième trimestre 2001	Premier trimestre 2002	Deuxième trimestre 2002	2000	2001
	données désaisonnalisées						
	millions de \$						
Compte courant							
Recettes							
Biens et services							
Biens	106 547	100 417	96 714	99 512	101 824	425 587	414 638
Services	14 296	13 931	13 878	14 133	14 334	57 144	56 612
Voyages	4 214	4 083	4 034	4 128	3 975	16 098	16 682
Transports	2 647	2 587	2 520	2 604	2 670	11 170	10 523
Services commerciaux	7 072	6 898	6 962	7 044	7 331	28 471	27 963
Services gouvernementaux	364	364	363	357	358	1 405	1 444
Total	120 844	114 349	110 592	113 645	116 158	482 732	471 250
Revenus de placements							
Investissements directs	4 578	3 828	2 903	2 643	3 432	18 403	15 791
Intérêts	77	77	89	82	76	573	344
Bénéfices	4 501	3 750	2 813	2 561	3 357	17 831	15 447
Investissements de portefeuille	1 924	1 958	1 958	1 957	2 003	6 949	7 683
Intérêts	516	510	481	467	500	2 192	2 014
Dividendes	1 408	1 447	1 477	1 490	1 503	4 757	5 670
Autres investissements	3 083	2 556	2 282	2 052	1 972	14 463	11 515
Total	9 585	8 342	7 143	6 652	7 407	39 815	34 990
Transferts courants							
Privé	584	656	616	701	619	2 350	2 494
Officiel	1 072	1 152	1 241	1 026	892	3 747	4 530
Total	1 655	1 808	1 857	1 728	1 511	6 097	7 024
Total des recettes	132 084	124 498	119 592	122 025	125 076	528 643	513 264
Paielements							
Biens et services							
Biens	89 737	87 630	83 759	85 594	88 116	363 432	350 623
Services	16 511	16 030	15 574	15 730	16 213	64 565	64 994
Voyages	4 597	4 466	4 124	4 316	4 393	18 313	17 998
Transports	3 569	3 568	3 322	3 298	3 389	14 004	14 209
Services commerciaux	8 154	7 798	7 929	7 916	8 233	31 474	32 002
Services gouvernementaux	192	198	199	199	198	774	785
Total	106 248	103 660	99 333	101 324	104 329	427 996	415 617
Revenus de placements							
Investissements directs	5 954	4 925	4 457	4 761	5 339	23 470	20 920
Intérêts	335	333	335	334	336	1 578	1 341
Bénéfices	5 619	4 592	4 122	4 427	5 003	21 893	19 580
Investissements de portefeuille	7 363	7 438	7 588	7 237	7 280	29 240	29 652
Intérêts	6 759	6 820	6 954	6 800	6 863	27 474	27 228
Dividendes	603	618	635	437	417	1 766	2 425
Autres investissements	3 065	2 808	2 481	2 105	2 012	15 531	11 951
Total	16 382	15 171	14 526	14 103	14 631	68 241	62 524
Transferts courants							
Privé	672	683	693	664	710	2 413	2 663
Officiel	602	593	613	644	503	2 211	2 411
Total	1 275	1 276	1 306	1 308	1 214	4 624	5 074
Total des paielements	123 904	120 106	115 165	116 734	120 173	500 862	483 215
Soldes							
Biens et services							
Biens	16 811	12 787	12 955	13 918	13 708	62 156	64 016
Services	-2 215	-2 098	-1 696	-1 597	-1 879	-7 421	-8 382
Voyages	-383	-383	-90	-189	-418	-2 214	-1 316
Transports	-921	-982	-802	-693	-719	-2 834	-3 686
Services commerciaux	-1 082	-901	-966	-873	-902	-3 003	-4 039
Services gouvernementaux	172	167	163	158	160	630	659
Total	14 596	10 689	11 259	12 321	11 829	54 735	55 633
Revenus de placements							
Investissements directs	-1 376	-1 098	-1 555	-2 119	-1 907	-5 067	-5 129
Intérêts	-258	-256	-246	-252	-260	-1 005	-996
Bénéfices	-1 118	-842	-1 309	-1 866	-1 647	-4 062	-4 133
Investissements de portefeuille	-5 439	-5 480	-5 630	-5 280	-5 276	-22 292	-21 969
Intérêts	-6 244	-6 309	-6 473	-6 334	-6 363	-25 282	-25 214
Dividendes	805	829	843	1 054	1 086	2 991	3 245
Autres investissements	18	-251	-199	-52	-40	-1 068	-436
Total	-6 797	-6 829	-7 383	-7 451	-7 223	-28 427	-27 534
Transferts courants							
Privé	-88	-27	-77	38	-91	-63	-1 700
Officiel	469	559	628	382	389	1 536	2 119
Total	381	532	551	420	297	1 473	1 94
Compte courant	8 180	4 392	4 428	5 290	4 903	27 782	30 049

Produit intérieur brut par industrie

Deuxième trimestre de 2002

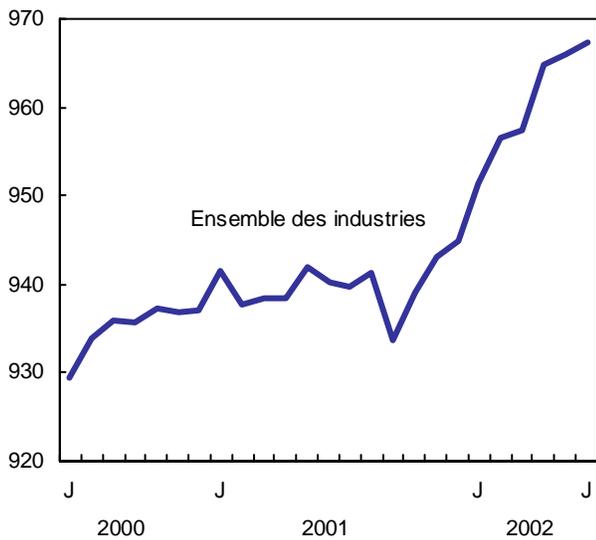
Note aux lecteurs

Le produit intérieur brut d'une industrie est la valeur ajoutée par la main-d'oeuvre et le capital dans la transformation d'intrants achetés auprès d'autres producteurs de produits et services. Les estimations fournies ici sont désaisonnalisées au taux annuel et sont évaluées aux prix de 1997.

Après un trimestre amorcé sous le signe de la vigueur, la croissance économique a perdu son essor, le PIB n'ayant augmenté que de 0,1 % en mai et en juin. La progression observée en juin représente la neuvième hausse mensuelle consécutive depuis le repli de septembre 2001.

Le rythme de croissance du PIB ralentit

PIB en milliards de dollars de 1997



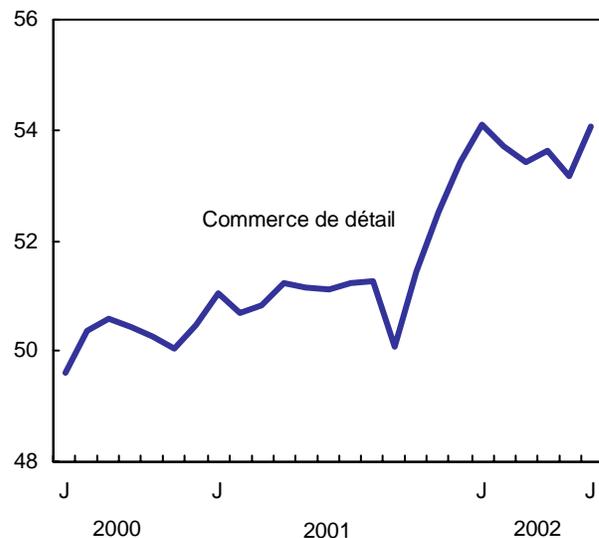
Une forte demande pour les biens de consommation et la demande persistante de logements neufs sont à l'origine de la croissance du PIB en juin. La production industrielle a fléchi de 0,1 %, la réduction de la production du secteur minier et des services publics ayant neutralisé la progression du secteur de la fabrication. Le secteur minier a subi les contrecoups d'une nouvelle diminution des activités de forage et de montage. L'imposition récente de tarifs sur le bois d'œuvre résineux a eu des répercussions négatives sur les scieries et le transport ferroviaire.

Les consommateurs se lancent dans les dépenses

Après avoir reculé au cours de trois des cinq derniers mois, le commerce de détail a bondi de 1,7 % en juin pour atteindre les niveaux d'activité observés en janvier. Presque tous les types de magasin ont connu une augmentation de l'achalandage; les consommateurs ayant retrouvé le chemin des commerces de détail après un printemps frais qui les en avait éloignés. Une hausse marquée des ventes a été relevée dans les magasins de vêtements pour femmes et de souliers. Les grands magasins, les magasins de marchandises diverses et les magasins de pièces d'automobiles (qui vendent également des articles saisonniers) ont aussi déclaré une augmentation des ventes en juin. La vigueur du commerce de détail est principalement attribuable aux concessionnaires de véhicules automobiles neufs. Les ventes de ces concessionnaires sont en hausse de 1,1 %, après quatre baisses mensuelles consécutives.

Les détaillants tirent bénéfice de l'augmentation des ventes

PIB en milliards de dollars de 1997

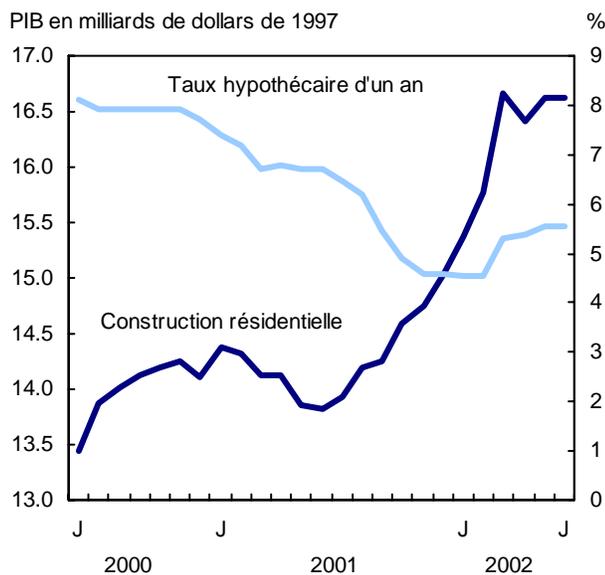


Les consommateurs canadiens ont également dépensé davantage dans les hôtels et les restaurants. Ces deux secteurs avaient accusé un recul en mai et n'ont pratiquement pas progressé depuis le début de l'année, le nombre de voyageurs internationaux en visite au Canada ayant diminué pour un quatrième mois d'affilée en juin. Les dépenses des consommateurs au chapitre des arts et du divertissement ont dégringolé de 7,6 % en juin après avoir bondi de 8,4 % en mai.

Le boom résidentiel se poursuit

La construction résidentielle a progressé de 0,3 % en juin; la construction de maisons neuves est maintenant 17,5 % supérieure au niveau enregistré il y a un an. Un degré de confiance des consommateurs sans précédent depuis une décennie, qui s'explique par des taux d'intérêt qui n'ont pas été aussi faibles depuis longtemps et une forte croissance de l'emploi, a porté l'achat de logements neufs à des niveaux records. Les mises en chantier résidentielles ont dépassé le seuil des 200 000 unités pendant la majeure partie de 2002. Cette forte demande de nouvelles maisons a poussé les prix à la hausse, l'indice des prix des logements neufs s'étant accru de 4,1 % par rapport à ce qu'il était un an plus tôt.

Un nombre record de maisons neuves



Le dynamisme du marché résidentiel a stimulé la croissance de la production dans les industries en amont de la construction. Les fabricants de ciment, de peinture, de gypse et de matériel électrique d'éclairage ont tous déclaré des hausses en juin. Les fabricants, les grossistes et les détaillants de meubles ont, pour leur part, accusé un léger recul après avoir affiché des progressions considérables au cours de la dernière année. Les niveaux d'activité des agents et des courtiers immobiliers ont baissé de 3,7 %, les consommateurs ayant également réduit leurs achats sur le marché résidentiel de la revente. Les niveaux d'activité de ce secteur ont atteint un sommet en janvier et ont diminué au cours de quatre des cinq mois suivants.

La fabrication de matériel de transport est en plein essor

En juin, les fabricants de matériel de transport ont accru la production pour une huitième fois au cours des neuf derniers mois, avec une hausse de 0,8 %. Les niveaux de production de cette branche d'activité dépassent maintenant le sommet précédent atteint en janvier 2000. La vigueur de ce secteur s'explique surtout par l'expansion de l'industrie du montage de véhicules automobiles, la production ayant grimpé de 3,3 % pour reconstituer des stocks en baisse. Stimulées par l'introduction en Amérique du Nord des programmes généreux de financement au quatrième trimestre de 2001, les ventes élevées de nouvelles automobiles avaient considérablement réduit les stocks des concessionnaires de voitures. La production de camions lourds a été entravée par des conflits de travail dans cette industrie. En revanche, l'industrie de l'aérospatiale et des pièces a tiré parti de la fin d'une grève. Juin a marqué le premier mois complet de production dans l'aérospatiale depuis mars 2002.

Autres branches d'activité

Les administrations provinciales ont intensifié leurs activités de 0,8 % en juin, après le bond de 9,8 % observé en mai. La grève des employés du secteur public en Ontario avait considérablement réduit les activités de cette branche en mars et en avril. La forte demande de services accrus de santé et d'éducation a eu des répercussions positives sur les secteurs de la santé et de l'enseignement au cours des derniers mois.

Aperçu trimestriel

Le deuxième trimestre a été marqué par une vigueur généralisée du produit intérieur brut (PIB). La demande soutenue de nouvelles habitations a continué de stimuler le secteur de la construction et les industries manufacturières en amont de la construction. Les fabricants de véhicules automobiles ont accru leur production pour reconstituer les stocks en baisse des détaillants. L'élimination des tarifs visant le bois d'œuvre résineux pour quatre semaines au cours du trimestre a fait monter la production des secteurs de l'exploitation forestière et de la fabrication de produits en bois. L'expansion du secteur de la fabrication a eu des retombées positives sur l'énergie, le transport et les services de ventes en gros. Le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) a intensifié ses activités pour un deuxième trimestre d'affilée après s'être contracté tout au long de 2001.

L'expansion du marché des logements neufs s'est poursuivie au deuxième trimestre, mais le rythme s'est ralenti. La construction résidentielle a augmenté de 2,0%, à la suite de la montée en flèche de 7,1 % au premier trimestre. Pendant la majeure partie de 2002, les mises en chantier résidentielles ont dépassé le seuil des 200 000 unités, un niveau sans précédent depuis le boom de la fin des années 1980. Des taux d'intérêt exceptionnellement bas, une offre restreinte de logements et un degré élevé de confiance des consommateurs combinés à une croissance vigoureuse de l'emploi ont contribué à cet essor récent du secteur résidentiel.

Les fabricants, les grossistes et les détaillants de meubles et d'appareils ménagers ont tous déclaré des hausses appréciables au deuxième trimestre, les nouveaux propriétaires s'employant à aménager leur foyer. Le marché résidentiel de la revente a nettement reculé par rapport au sommet atteint au premier trimestre; cependant, les niveaux d'activité restent supérieurs de 12,6 % à ceux observés au deuxième trimestre de 2001. Les consommateurs ont réduit leurs achats de biens et de services non liés au logement, ce qui s'est traduit par une baisse de 0,2 % des ventes au détail au deuxième trimestre.

Les fabricants de véhicules automobiles ont accru la production de 5,4 %, bien que les achats de voitures neuves et de nouveaux camions aient plafonné à la suite des hausses marquées au cours des deux trimestres précédents. Cette récente augmentation de la production est attribuable à l'appauvrissement des stocks de voitures et de camions chez les détaillants nord-américains. Les fabricants de pièces de véhicules automobiles ont également accru leur production. Les conflits de travail dans l'industrie de l'aérospatiale et des pièces se sont soldés par un repli de 2,6 % au chapitre de la production.

L'élimination temporaire des droits visant le bois d'œuvre résineux (droits compensateurs et droits antidumping) du 22 avril au 21 mai a donné lieu à une hausse marquée de la production des exploitants de scieries au deuxième trimestre. Cependant, avant la fin du trimestre, les scieries canadiennes ont commencé à réduire leur production et ont, dans certains cas, complètement interrompu leurs opérations. Les exploitants de scieries ont accru leur production de 6,9 % au cours du trimestre, ce qui fait suite à une hausse similaire au premier trimestre. Le transport ferroviaire et routier de même que les grossistes de bois de construction ont profité de ces hausses de la production.

Produit intérieur brut par industrie aux prix de base en dollars constants de 1997

	Janvier 2002 ^r	Février 2002 ^r	Mars 2002 ^r	Avril 2002 ^r	Mai 2002 ^r	Jun 2002 ^p	Mai à juin 2002	Jun 2002	Jun 2001 à juin 2002
données désaisonnalisées									
	var. mensuelle en %						var. en dollars ¹	niveau en dollars ¹	var. en %
Ensemble des industries	0.7	0.5	0.1	0.8	0.1	0.1	1 321	967 350	2.9
Industries productrices de biens	1.3	1.5	0.2	1.4	-0.4	-0.1	- 243	303 877	1.6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	-1.1	1.7	-0.4	4.5	-1.4	-2.0	- 404	20 295	-4.2
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	2.2	-0.1	1.5	0.1	-2.3	-0.2	- 83	35 976	-1.2
Services publics	0.8	0.9	2.0	0.8	-0.5	-1.7	- 487	27 877	0.1
Construction	0.1	0.5	1.3	-1.1	0.9	0.6	326	52 477	5.3
Fabrication	1.8	2.2	-0.7	2.2	-0.3	0.2	405	167 252	2.0
Industries productrices de services	0.4	0.1	0.0	0.5	0.4	0.2	1 564	663 473	3.5
Commerce de gros	2.3	0.3	0.1	2.2	0.0	0.0	28	60 076	6.4
Commerce de détail	1.3	-0.7	-0.5	0.4	-0.8	1.7	883	54 054	5.7
Transport et entreposage	0.2	1.3	-0.1	2.2	-0.6	0.2	105	43 659	0.7
Industrie de l'information et industrie culturelle	-0.3	0.9	-0.6	1.0	0.5	0.4	192	46 547	6.6
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	0.3	0.2	0.1	0.3	0.1	0.1	160	190 371	3.8
Services professionnels, scientifiques et techniques	0.8	0.9	0.3	0.3	0.2	0.2	90	41 526	2.2
Services administratifs et gestion de déchets	0.5	0.2	0.1	0.3	0.6	0.6	127	21 247	4.3
Services d'enseignement	0.0	-1.0	1.1	0.5	0.3	0.4	182	43 915	1.1
Soins de santé et assistance sociale	0.1	0.3	0.1	0.2	0.4	0.3	162	55 054	3.1
Arts, spectacles et loisirs	0.3	-5.2	6.6	0.8	8.4	-7.6	- 759	9 180	4.0
Hébergement et services de restauration	-1.6	-0.4	-0.3	0.5	-0.4	0.9	190	22 379	-1.1
Autres services, sauf les administrations publiques	0.5	-0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	39	21 343	2.4
Administrations publiques	0.3	0.2	-1.4	-1.4	2.8	0.3	165	54 122	2.3
Autres agrégations									
Production industrielle	1.8	1.6	0.0	1.7	-0.6	-0.1	- 165	231 105	1.3
Fabrication de biens non durables	1.5	1.4	-0.5	2.0	0.1	0.2	125	69 087	3.0
Fabrication de biens durables	2.1	2.7	-0.8	2.3	-0.6	0.3	280	98 165	1.3
Secteur des entreprises	0.8	0.7	0.1	1.0	-0.1	0.1	1 111	821 146	3.0
Secteur non commercial	0.1	-0.3	0.0	-0.3	1.4	0.1	210	146 204	2.0
Secteur des technologies de l'information et des communications (TIC)	0.5	1.4	0.0	1.0	0.2	0.3	155	60 830	1.8

^r Données révisées.^p Données provisoires.¹ En millions de dollars, au taux annuel.